

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE

**LE MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES
(MINISTERE CHARGE DE LA PECHE)**

ET

**La SOCIETE DAE YOUNG
(SOCIETE)**

**SUR LA CONDUITE D'UNE PECHE EXPERIMENTALE DE REQUINS
DANS LA ZEE MALGACHE**

(le présent protocole comprend quatorze pages y compris les appendices)

Article 0 : Conditionnalité du protocole

En vue de l'évaluation du potentiel en stock de requins pour son exploitation future, les deux parties se conviennent de mener une pêche expérimentale de requins dans les eaux sous juridiction malgache.

Le présent protocole est conditionné par le paiement d'une caution d'avance de CINQ CENT DOLLAR (500 USD) par navire. Cette caution est défalquée au montant des redevances totales à payer durant la phase commerciale. En cas de non-exécution du protocole commercial, la somme versée n'est plus remboursable.

Cette caution sera payée par transfert auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « Avance de redevance sur licence de pêche du ou des navire(s) <NOM DU NAVIRE> au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.

La copie de la quittance de paiement fera partie intégrante du protocole. La date de signature du protocole ne doit pas être antérieure à celle de la quittance de paiement.

Article Premier : Zone de pêche

La zone de pêche dans laquelle s'applique ce Protocole d'Accord est la Zone Economique Exclusive au-delà de la bande de 06 milles nautiques à compter des lignes de base conformément à la réglementation malgache. La ligne de base tiendra compte des îles suivantes : Nosy Be, Nosy Lava sur la côte Ouest et Sainte Marie sur la côte Est.

Article 2: Les espèces cibles

Toutes les espèces de requins sont autorisées pour chaque campagne de pêche couverte par le présent protocole sauf *Carcharodon carcharias* (grand requin blanc), *Cetorhinus maximus* (requin pelerin) et *Rhinocodon typus* (requin baleine).

Le poids des prises accessoire et accidentelle d'autres familles ne doit pas dépasser 15% du poids de la capture totale de chaque navire. Le poids de l'aileron de requin à bord ne doit pas dépasser 5% du poids total de la carcasse.

Toutes les espèces prohibées et défendues, soit par les réglementations nationales ou internationales notamment les mammifères marins doivent être remises à l'eau dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 : Bateaux et techniques de pêche

Pour la réalisation de la pêche, la SOCIETE est autorisée à utiliser CINQ (05) navires de pêche battant pavillon étranger.

L'engin de pêche autorisé est : **LA PALANGRE**

Aucun engin de pêche outre celui précisé ci-dessus ne doit être présent à bord du navire.

Les caractéristiques des navires, dûment certifiées par les autorités compétentes du pays où ils ont été enregistrés, doivent être jointes à la demande de licences (Appendice 1) à adresser au Ministère chargé de la Pêche. La date de délivrance de ce certificat ne doit pas dépasser trois (03) mois.

Ces navires doivent être conformes aux dispositions réglementaires du Code Maritime. Le Ministère chargé de la Marine marchande doit délivrer les autorisations de navigation après visite de mise en service des navires.

Le Centre de Surveillance des Pêches doit inspecter et contrôler les installations de pêche, les locaux servant au traitement et à la conservation du poisson (à bord), la balise satellite et le système de communication HF/VHF dès l'arrivée à Madagascar des navires cités à l'Article 3. Toutefois, le Centre de Surveillance des Pêches peut faire des contrôles et inspections inopinés

Les navires doivent arborer les marques d'immatriculation et l'indicatif d'appel conformément aux normes internationales et à la réglementation Malagasy. Toutes les marques devraient être apposées sur les deux côtés du navire (bâbord et tribord). Les dimensions minimales de chaque lettre sont de 45 cm de hauteur et de 6 cm de largeur. Ces marques doivent être peintes en blanc sur fond noir ou en noir sur fond blanc. L'indicatif d'appel doit être écrit sur la partie latérale la plus visible du navire et aussi haut que possible.

Article 4: Conditions d'exercices de la pêche

- a) Utilisation de balise Inmarsat C (EC TRACK), une position par heure et 24 positions par jour selon les dispositions définies en appendice 3.
- b) Débarquement de la totalité de la capture en rade. Aucun transbordement en haute mer ne peut être effectué. Pour le suivi des captures un journal de bord (Log book) doit être institué
- c) Les détentions à bord des captures accidentelles ne sont pas autorisées
- d) Envoi périodique (après chaque marée) des fiches de pêche au Ministère chargé de la Pêche avec copie au Centre de Surveillance des Pêches

Article 5: Croquis et caractéristiques des engins de pêche

L'armateur est tenu de déposer le croquis et les caractéristiques détaillés des engins de pêche au Centre de Surveillance des Pêches. Les navires ne peuvent quitter le port sans l'avis favorable du Centre.

Article 6 : Licence de pêche expérimentale

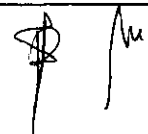
La pêche expérimentale ne peut être effectuée que par le navire muni d'une licence de pêche délivrée par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE, ou à défaut, d'une autorisation provisoire délivrée par la Direction chargée de la Pêche. L'original de la licence doit être détenu à bord du navire pour être présenté aux agents officiels de la République de Madagascar.

La licence ou l'autorisation provisoire ne peut être délivrée qu'après justification du paiement de la caution d'avance et de l'ECOVERT.

Cette preuve de paiement doit être disponible au Ministère chargée de la pêche (Direction Générale de la Pêche et des Ressources Halieutiques) au moins quinze (15) jours ouvrable avant l'entrée en activité du navire dans la ZEE malgache

Article 7 : Remplacement d'un navire

La licence n'est pas transférable automatiquement. En conséquence, le remplacement d'un navire par un autre ne peut se faire que sur autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE après analyse des caractéristiques du navire remplaçant. Le cas échéant, le navire de remplacement sera muni d'une nouvelle licence de pêche à délivrer par le



MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE suivant les conditions stipulées dans le présent Protocole.

Article 8 : Durée du protocole et renouvellement

La durée du protocole qui prend effet à partir de sa date de signature par les parties concernées est de SIX (06) mois renouvelable pour une seule fois. Si aucune licence n'est demandée dans un délai de trois (03) mois à la date de la signature du protocole, celui-ci devient caduc et non avenu.

Nonobstant le paragraphe premier, le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut en tout temps annuler le présent protocole si des indications de surexploitation de la ressource sont enregistrées ou démontrées sur le fondement de critères techniques. Néanmoins, les licences délivrées pour l'année en cours resteront valides jusqu'au 31 décembre, mais ne seront plus renouvelées.

Article 9 : Redevance

La pêche expérimentale, en tant que prospection de nouvelles zones et d'espèces, est dispense du paiement de redevances.

Article 10 : Contribution volontaire (ECOVERT)

Pour la protection de l'environnement marin et l'écosystème aquatique et pour le renouvellement des ressources halieutiques, la société versera au Ministère chargé de la Pêche une contribution volontaire d'un montant de CINQ CENT DOLLARS (500 USD) par navire et par campagne de pêche avant de se faire délivrer la licence de pêche sollicitée. Cette contribution sera versée au compte en MGA intitulé : « **Surveillance des Pêches/Ecovert** » 00004 00003 0701110023332 ouvert à la **BMOI Analamahitsy**.

Article 11 : Rapports de pêche

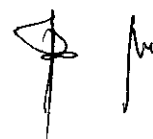
Pendant ses activités dans la Zone Economique Exclusive malgache, le capitaine du navire est tenu de remplir une fiche de pêche suivant le modèle porté en appendice 5.

Cette fiche de pêche mensuelle remplie en deux (2) exemplaires sera retournée par voie recommandée avec accusé de réception au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE aux adresses suivantes par la Société. Le 1^{er} exemplaire à Monsieur Le Directeur des Pêches B.P : 1699 ANTANANARIVO, MADAGASCAR et le 2^{ème} à Monsieur Le Chef du Centre de Surveillance des Pêches, B.P : 60 114 ANTANANARIVO, MADAGASCAR.

Le capitaine doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches un résumé succinct de ses activités (zone de pêche, capture, effort de pêche) une fois par semaine.

En outre, le capitaine établira également un rapport sur les autres bateaux qu'il a vus pêcher dans la Zone Economique Exclusive malgache en indiquant notamment leur nom, pavillon, type, indicatif d'appel, position, date où il les a observés. La Société enverra ce rapport de pêche au Centre de Surveillance des Pêches.

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut exiger à la Société d'autres renseignements complémentaires, si besoin est.



Article 12 : Déclaration d'entrée et de sortie de la Zone Economique Exclusive malgache

La Société ou le Capitaine du navire doit signaler 03 heures à l'avance leur intention de rentrer dans la Zone Economique Exclusive malgache. Le Capitaine du navire pratiquant la pêche doit notifier au moins vingt-quatre heures à l'avance, au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar, par télécopieur (n°261-20-22 49014) (Inmarsat 00 870 764 145 770) leur intention de sortir de la zone de pêche malgache. Il doit notifier également les quantités estimées de captures (par espèce) effectuées pendant son séjour dans la zone de pêche malgache, lors de la notification de son intention de sortir.

Les messages doivent s'effectuer pendant les heures et jours ouvrables applicables à Madagascar.

Article 13 : Observateurs et marins

Compte tenu des spécificités et des particularités de leurs opérations de pêche ainsi que des difficultés exprimées par la Société concernant l'embarquement des marins et d'un observateur malgache, les palangriers autorisés dans le cadre de ce protocole seront dispensés, à titre exceptionnel, de l'obligation d'embarquer des marins malgaches ainsi que celle d'accueillir un observateur à bord.

A titre de compensation de ces mesures d'exemption, la Société versera une contribution financière destinée au développement de la petite pêche artisanale et dont le montant est de 500 USD par navire opérant dans la ZEE malgache pour chaque campagne de pêche. Elle est à verser au compte ci-après : Banque Malgache de l'Océan Indien B.P : 25 bis Analamahitsy Antananarivo, Madagascar n°00003 070068 012 90 Eur Intitulé : SURVEILLANCE DES PECHEES, FORMATION DES MARINS.

Article 14 : Inspections et surveillance des activités de pêche

La montée à bord et l'accomplissement des tâches de tout agent dûment mandaté par la République de Madagascar chargé de l'inspection et de contrôle de surveillance des pêches doivent être facilités.

Procédure en cas d'arraisonnement :

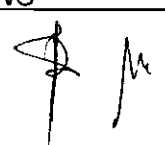
a) Transmission de l'information

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE informe la Société dans un délai maximum de 48 heures, de tout arraisonnement d'un navire de pêche opérant dans le cadre du protocole. De même, la Société est tenue informée du déroulement des procédures entamées et des sanctions prises.

b) Règlement de l'arraisonnement

Conformément aux dispositions de la loi des pêches et des règlements y afférents, l'infraction peut se régler :

- soit par voie transactionnelle, et dans ce cas, le montant de l'amende est appliqué conformément aux dispositions de la loi à l'intérieur d'une fourchette comprenant un minimum et un maximum prévu dans la législation malagasy
- soit par voie judiciaire au cas où l'affaire n'a pas pu être réglée par la procédure transactionnelle



Pour les deux cas, la main levée du navire est obtenue et son équipage est autorisé à quitter le port :

- soit dès l'accomplissement des obligations découlant de la procédure transactionnelle sur présentation du récépissé du règlement ;
- soit dès le dépôt d'une caution bancaire destinée à garantir le paiement des amendes, confiscation et frais encourus en attendant l'accomplissement de procédure judiciaire, sur présentation d'une attestation de dépôt de caution.

Article 15 : Suivi satellitaire

En application de l'arrêté 1613/2002 du 31 juillet 2002 portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la pêche, chacun des navires énumérés à l'article 3 doit être équipé d'un dispositif de repérage par satellite fonctionnel à son bord durant toutes ses activités à l'intérieur des eaux sous juridiction Malagasy.

A cet effet, la délivrance d'une licence de pêche est conditionnée par le bon fonctionnement du dispositif.

Les renseignements à transmettre par l'Armateur au Centre de Surveillance des Pêches pour le bon déroulement du système sont en appendice 3. En cas de non fonctionnement de la balise, le navire doit se référer à l'appendice 3.

Article 16 : Prévention

Le capitaine du bateau prendra toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir la pollution ou toute autre action portant préjudice à la nature de l'océan et des ressources biologiques marines.

Article 17 : Règlement des différends

Tout différend résultant de l'application du présent Protocole sera réglé à l'amiable. Si le règlement à l'amiable s'avère impossible, le litige sera soumis à l'examen d'un arbitrage dont la composition sera arrêtée par les deux parties.

Article 18 : Respect des mesures de gestion

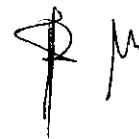
Toutes infractions aux dispositions du présent protocole seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux textes en vigueur en matière de pêche.

Article 19 : Dénonciation ou renonciation

L'une des deux parties peut renoncer au Protocole si ce dernier est déjà exécuté, en informant l'autre au moins trois (3) mois avant la date à laquelle, elle pense rendre effective sa renonciation. Pendant ce temps, les deux parties régleront entre elles tout problème en suspens.

Article 20 : Langue utilisée pour le protocole

Le présent protocole est élaboré en version française. La Société peut traduire en d'autres langues. Toutefois seule la version française est signée par les deux parties et est valable en cas de litige ou de discussion.



Article 21 : Adresses pour les correspondances

Pour leurs correspondances, les deux parties utiliseront toutes les formes de communication comprenant notamment l'envoi postal, le courrier express par avion, le télégramme, le télex, le fax, ... aux adresses suivantes :

Pour la République de Madagascar
Ministère de la Pêche et des Ressources
Halieutiques

BP : 1699 Antananarivo

Tél : 261 20 22 406 50

Fax : 261 20 22 409 00 ou 490 14

Pour la Société

Société DAE YOUNG FISHERIES
Suite n°9, 240 Longueville Road, Lane
Cove, Sydney, NSW 2066 Australia

Tél : (61-2) 9420 4002

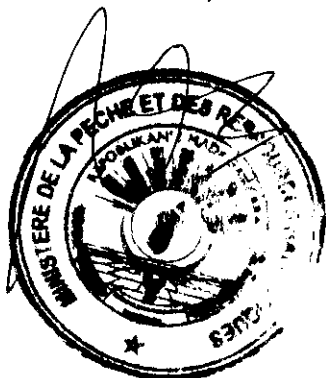
Tél : (61-2) 40 983 1054

Fax : (61-2) 9420 3834

E-mail : daeyoung@bigpound.net.au

Fait à Antananarivo le, **05 MAR 2010**

Pour la République de Madagascar
Le Ministre de la pêche et des Ressources
Halieutiques



ANDRIAMISEZA Alain

Pour la Société DAE YOUNG
FISHERIES Pty Ltd

APPENDICE 1

FORMULAIRE DE DEMANDE DE LICENCE

1. Nouvelle demande ¹ ou renouvellement ¹
2. Numéro de la licence de pêche en cas de renouvellement, licence jointe) :
.....
.....
3. Nom du navire :
4. Nationalité :
5. Pavillon antérieur :
6. Pavillon du Navire :
7. Durée de validité : du ____/____/____ au ____/____/____
8. Année de construction : A
9. Nom de l'armateur :
10. Adresse de l'armateur :
11. Nom et adresse de l'affréteur, si différent des points 4 et 5 :
12. Nom et adresse du représentant officiel à Madagascar :
13. Nom du Capitaine du navire :
14. Type du navire :
 Senneur : ☐
 Palangrier : ☐
 Chalutier d'eaux profondes : ☐
 Autres à préciser :
15. Numéro d'immatriculation :
16. Identification extérieure du navire :/.....
17. Port et pays d'enregistrement :
18. Indicatif d'appel radio et fréquence :
19. Longueur Hors Tout du navire :mètres
20. Largeur Hors Tout du navire :mètres

¹ Cocher la case correspondante

21. Tonnage Jauge Brut (TJB) :
22. Tonnage Jauge Net (TJN) :
23. Puissance du moteur principal :CV
24. Marque du moteur principal :
25. Capacité de congélation :tonnes par jour
26. Nombre de cales de stockage :
27. Capacités respectives des cales :
- Cale 1 :m³
- Cale 2 :m³
- Cale 3 :m³
- Cale 4 :m³
- Cale 5 :m³
- Cale 6 :m³
- Total :m³
28. Autres équipements de communication :
- Téléphone :
- Fax :
- Télex :
- E-mail :
29. Equipement d'aide à la pêche :
30. Effectif de l'équipage par nationalité :
-
31. Moyens de détection et de communication :
- Radio HF :
- Radio VHF :
- SATELLITE :
- INMARSAT A :
- INMARSAT B :
- INMARSAT C :
- RADAR :
- SONAR :
- SONDEUR :
- NET SONDE :
- TRACEUR DE ROUTE :

PILOTE AUTOMATIQUE :

AUTRES :

32. Type de balise :

ARGOS : 1
Identification :

INMARSAT C : 1
Identification :

DNID :

Numéro de membre :

AUTRES A PRECISER :

.....

.....

Je soussigné,, certifie
l'exactitude des renseignements donnés ci-dessus et m'engage à les respecter.

.....
(cachet et signature de l'armateur)

.....
(Date)

APPENDICE 2

EMBARQUEMENT DES OBSERVATEURS

Les navires cités à l'article 2 du protocole d'accord autorisés à pêcher, prennent à bord un observateur du Centre de Surveillance des Pêches muni d'une carte professionnelle et d'un livret maritime. Le temps de présence de l'observateur à bord est fixé par le Centre de Surveillance des Pêches, sans que pour autant il ne dépasse, en règle générale, les délais nécessaires pour effectuer ses tâches.

A bord, l'observateur :

1. Observe, enregistre et rapporte les activités de pêche des navires ;
2. Vérifie la position des navires engagés dans des opérations de pêche ;
3. Procède à des opérations d'échantillonnage biologique dans le cadre de programmes scientifiques ;
4. Fait le relevé des engins de pêche utilisés et prend des photos des activités ;
5. Collecte les données de captures relatives à la zone de pêche pendant sa présence à bord ;
6. Prend toutes les dispositions appropriées pour que les conditions de son embarquement ainsi que sa présence à bord du navire n'interrompent ni entravent les opérations de pêche ;
7. Respecte les biens et équipements qui se trouvent à bord, ainsi que la confidentialité de tous documents appartenant au dit navire ;
8. Rédige un rapport de marée qui est transmis au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar.

A cet effet, l'armateur ou le capitaine du bateau de pêche doit :

1. permettre à l'observateur de monter à bord du bateau pour y exercer ses fonctions et de rester à bord du bateau pendant la période précisée dans la demande ;
2. fournir une aire de travail appropriée qui comporte une table et dont l'éclairage est suffisant ;
3. fournir les renseignements qu'il possède sur les activités de pêche dans la zone de pêche malgache ;
4. donner la position du bateau (longitude et latitude) ;
5. envoyer et recevoir ou permettre d'envoyer et de recevoir des messages au moyen du matériel de communication se trouvant à bord du bateau ;
6. donner accès à toutes les parties du bateau où se déroulent les activités de pêche, de transformation et d'entreposage ;
7. permettre de prélever des échantillons ;
8. fournir des installations d'entreposage convenables pour ses échantillons, sans porter préjudice aux capacités de stockage du navire ;
9. prêter assistance pour examiner et mesurer des engins de pêche à bord du bateau ;
10. permettre d'emporter les échantillons et les documents obtenus pendant son séjour à bord ;
11. lorsque l'observateur reste à bord du bateau pendant plus de quatre heures consécutives, lui assurer le gîte et les vivres, le traitant à cet égard au même titre que les officiers du bateau.

APPENDICE 3

1- Obligation pour les navires d'être équipés d'un dispositif de repérage par satellite

Tout navire couvert par le protocole doit être équipé d'un dispositif de repérage par satellite Inmarsat - C. Les navires de pêche dûment autorisés à pêcher dans les eaux sous juridiction Malagasy doivent s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de repérage par satellite avant de pénétrer dans les eaux sous juridiction Malagasy et activer leur balise dès qu'ils entrent dans ces mêmes eaux.

2- Installation et enregistrement du dispositif de repérage par satellite

L'achat du dispositif de repérage par satellite est à la charge du propriétaire ou de l'armateur du navire de pêche.

Le propriétaire ou l'armateur du navire de pêche fait procéder à l'installation du dispositif repérage par satellite à bord du navire de pêche par un installateur agréé par le fournisseur dudit dispositif.

Le propriétaire ou l'armateur du navire de pêche ou leur représentant fournit, dans la forme prescrite, au Centre de Surveillance de pêche la fiche d'information relative au dispositif de repérage par satellite dûment complétée et signée (fiche enregistrement localisation des navires par satellite).

Après avoir vérifier les informations fournies par le propriétaire ou l'armateur du navire ou leur représentant, le Centre de Surveillance des pêches envoie, par courrier recommandé avec accusé de réception, au propriétaire ou armateur du navire ou leur représentant un récépissé d'enregistrement du dispositif de repérage par satellite et un récépissé de fonctionnement à réception de la première émission de ce dispositif.

3- Caractéristiques des dispositifs de repérage par satellite

Les dispositifs de repérage par satellite installés à bord des navires de pêche assurent, à tout moment, la transmission automatique au Centre de Surveillance des pêches des données relatives à :

- (a) l'identification du navire ;
- (b) la position géographique la plus récente du navire exprimée en latitude et en longitude ;
- (c) la date et l'heure de la position géographique du navire exprimée en temps universel coordonné (TUC) ; et
- (d) la vitesse et le cap du navire.

Les dispositifs de repérage par satellite ne doivent permettre ni la réception ni la transmission de position erronées et doivent être protégés contre tout dérèglement ou interférence manuelle.

4- Périodicité de la transmission des données

Le rapport de positionnement est transmis une fois par heure au Centre de Surveillance des pêches.

Le Centre de Surveillance de pêches peut décider de demander ces informations à intervalles plus rapprochés pour assurer la surveillance de certaines zones de pêche ou de certains navires.

Lorsqu'un navire de pêche est à quai dans un port Malagasy, il est autorisé à déconnecter son dispositif de repérage pour autant que le Centre de Surveillance des pêches en soit préalablement informé et que le relevé suivant montre que la position du navire n'a pas changé depuis le dernier relevé transmis.

5- Responsabilités du capitaine relatives aux dispositifs de repérage par satellite

Le capitaine d'un navire de pêche veille à ce que le dispositif de repérage par satellite soit en permanence pleinement opérationnel et assure bien la transmission des rapports de positionnements.

Le capitaine d'un navire de pêche veille notamment à ce que :

- (a) les données ne soient en rien modifiées ;
- (b) rien ne fasse obstruction à l'antenne ou aux antennes reliées aux dispositifs de repérage par satellite ;
- (c) l'alimentation électrique du dispositif de repérage par satellite ne soit interrompue à aucun moment ;
- (d) le dispositif de repérage par satellite ne soit pas enlevé du navire ou déplacé de son lieu d'installation à bord du navire ;
- (e) tout remplacement d'un dispositif de repérage par satellite soit dûment déclaré au Centre de Surveillance des pêches et fasse l'objet de la remise d'une fiche d'information au Centre de Surveillance des pêches conformément aux dispositions du point 2 paragraphe 3.

6- Défaillance technique ou non fonctionnement du dispositif de repérage par satellite

- (a) En cas de défaillance technique ou de non fonctionnement du dispositif de repérage par satellite installé à bord d'un navire de pêche, le capitaine, l'armateur, le propriétaire du navire, ou leur représentant communique toutes les 2 heures la dernière position géographique du navire au Centre de Surveillance des pêches, par courrier électronique, télex ou télécopie à partir du moment de la détection de la panne ou du moment auquel il a été informé par le Centre de Surveillance des pêches de la défaillance technique ou du non fonctionnement du dispositif de repérage par satellite.
- (b) Le dispositif de repérage par satellite défectueux sera réparé ou remplacé dans un délai 7 jours. A défaut, le navire devra quitter les eaux sous juridiction Malagasy à l'expiration de ce délai.
- (c) Aucun navire de pêche, se trouvant dans un port Malagasy, dont le dispositif de repérage par satellite installé à bord a connu une défaillance technique ou un épisode de non fonctionnement ne peut quitter le port avant que le Centre de surveillance des pêches ait constaté que ledit dispositif fonctionne à nouveau correctement.

7- Confidentialité des données

Les données communiquées au Centre de surveillance des pêches, conformément aux dispositions du présent arrêté, sont exclusivement destinées au contrôle et à la surveillance des activités de pêche.

Seuls les agents habilités du Centre de surveillance des pêches sont autorisés à accéder aux données de surveillance et de contrôle enregistrées dans la base de données du Centre de surveillance des pêches. Ces données ne pourront en aucun cas être communiquées à d'autres parties sauf avec le consentement écrit du propriétaire ou de l'armateur du navire de pêche concerné.

a fin de la	

Nom du navire : 1 - Utilisez un feuillet par mois et une ligne par jour.		Tonnage de jauge brute : 3 - Par « jour », on entend le jour de mise en place de la palangra.	Mois : Jour : Année : Port : 5 - La dernière ligne (Quantités débarquées) ne doit être complétée qu'à la fin de la sortie de pêche. Il faut indiquer le poids réel au moment du débarquement.						
2 - A la fin de chaque sortie, transmettez une copie du journal à votre correspondant ou à la CICTA, Calle Corazón de María, 8, 28002 Madrid, Espagne.		4 - Le seigneur de pêche désigne la position du navire. Arrondissez les minutes et notez la degré de latitude et de longitude. Veillez à indiquer N/S et E/O.	DÉPART du navire : RETOUR du navire :	6 - Toutes les informations ci-incluses resteront strictement confidentielles.					
Numéro d'immatriculation :		Capitaine :							
Armateur :		Nombre de membres d'équipage :							
Adresse :		Date du rapport :							
		(Auteur du rapport) :	Nombre de jours en mer :	Nombre de jours de pêche :		N° de la sortie de pêche :			
				Nombre de lancers :					

[illegible]

Remarques